

# À l'abordage

## Parti pirate: objectif 2014

*Fondé il y a un an,*

*le parti qui défend*

*le libre accès au savoir et à la culture  
aimerait entrer à la Chambre.*

### Jérôme Quiqueret

Début 2006, en Suède, un nouveau parti venait troubler la routine politique. Le Parti pirate, reprenant le sobriquet qu'on colle au dos de ses membres, mettait en avant le souci de lever tout obstacle à une nouvelle culture du partage permis par les nouveaux médias.

De ce souci central découle un vaste programme qui touche à la protection des données et de la vie privée, à l'accès libre à l'éducation, jusqu'au fonctionnement transparent des institutions garantissant l'accès à l'information. En 2009, le parti suédois a réussi à envoyer un député au Parlement européen.

Le modèle a essaimé dans 44 pays, l'Autriche et l'Allemagne ayant embrayé le pas dès 2006. C'est en suivant la campagne du grand frère allemand que des amis du Grand-Duché ont décidé d'entrer dans la course aux prochaines élections législatives.

En octobre dernier, elles étaient 14 personnes à fonder le Parti pirate luxembourgeois, avec pour objectif les législatives de 2014. Ce 18 septembre – à la veille de législatives en Suède qui auront fait reculer le Parti pirate de 7 à 1% des suffrages en un an –, 22 des 70 membres que compte désormais le Piratepartei se réunissaient dans un hôtel d'Erpeldange, pour discuter des statuts.

En un an, le parti a émis une dizaine de communiqués abordant le noyau dur des revendications du mouvement pirate. En attendant un programme plus copieux.

---

«Méthodes anciennes»

---

«Nous voulons avoir les compétences avant de nous exprimer sur d'autres sujets», explique le vice-président du parti, Jerry Weyer, étudiant en droit de 24 ans.

De surcroît, en plus de jouer la transparence à fond, le parti cultive la démocratie directe.

Chaque prise de position est définie au préalable avec et par les membres.

Les premières interventions se sont ainsi concentrées sur la protection des données – accord SWIFT, traité ACTA, plate-forme nationale e-santé– ou encore la lutte contre la surveillance généralisée, conséquence d'une défense des droits d'auteur inadaptée aux possibilités des nouveaux médias. «Il y a un changement dans la vie quotidienne auquel on ne répond pas avec des méthodes anciennes», résume Jerry Weyer.

Le refus du brevetage des innovations médicales, l'accès libre à l'éducation, la promotion d'une Europe ouverte sont autant de sujets de développements futurs.

Pour pouvoir les porter à la Chambre en 2014 et faire pression sur les autres partis, il faut désormais réunir des forces vives et lever des fonds afin de mener la campagne. L'engouement est là...

[www.piratepartei.lu](http://www.piratepartei.lu)